

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2015/29433]

**2 SEPTEMBRE 2015. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
portant règlement général des études de l'enseignement secondaire de promotion sociale**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, notamment les articles 8, 40 et 120;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 juillet 1993 portant règlement général des études de l'enseignement secondaire de promotion sociale de régime 1;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mai 2014 relatif aux dossiers pédagogiques des sections et unités d'enseignement de l'enseignement de promotion sociale;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 30 mars 2015;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 avril 2015;

Vu le protocole du 18 mai 2015 du Comité de secteur IX et du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, siégeant conjointement;

Vu l'avis 57.824/2/V du Conseil d'État, donné le 10 août 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'importance de centrer l'évaluation sur les acquis d'apprentissage;

Considérant la nécessité d'uniformiser les seuils de réussite au taux de cinquante pour cent au sein de chaque niveau d'enseignement;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement de promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des femmes et de l'Égalité des chances;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — CHAMP D'APPLICATION

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique à l'enseignement secondaire de promotion sociale.

CHAPITRE II. — DÉFINITIONS

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o décret : le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale;

2^o section : une section telle que définie aux articles 11 et 12 du décret;

3^o session : la période de l'année au cours de laquelle se déroulent l'évaluation finale d'une unité d'enseignement ou d'une section, la délibération et la communication des résultats aux élèves;

4^o épreuve : l'opération d'évaluation globale portant sur l'ensemble des acquis d'apprentissage liés à une unité d'enseignement, qui devraient être acquis au moment de l'opération considérée;

5^o test : l'opération d'évaluation ponctuelle portant sur des acquis d'apprentissage bien délimités;

6^o activités d'apprentissage non-formelles : des activités planifiées, structurées qui ne sont pas explicitement désignées comme des activités d'apprentissage en termes d'objectifs, de temps ou de ressources mais qui comprennent des éléments importants d'apprentissage. Elles possèdent un caractère intentionnel de la part de l'apprenant;

7^o activités d'apprentissage informelles : des activités de la vie quotidienne liées au travail, à la famille ou aux loisirs, celles-ci ne sont ni organisées ni structurées en termes d'objectifs, de temps ou de ressources. Elles possèdent la plupart du temps un caractère non intentionnel de la part de l'apprenant;

8^o évaluation continue : évaluation qui se déroule pendant tout le cheminement de la formation et qui porte sur un ou des acquis d'apprentissage (savoir, aptitudes, compétences) du dossier pédagogique. Elle peut être formative en donnant des appréciations sur des acquis d'apprentissage et en conduisant, s'il échec, à des remédiations. Elle est certificative en contrôlant les acquis à la fin d'une séquence d'apprentissage. Seuls les éléments relevant de l'évaluation certificative sont pris en considération pour évaluer les acquis d'apprentissage;

9^o seuil de réussite : le seuil minimum de maîtrise de tous les acquis d'apprentissage d'une unité d'enseignement, pour l'obtention de l'attestation de réussite d'une unité, correspondant à un pourcentage au moins égal à 50;

10^o degré de maîtrise : pour autant que le seuil de réussite soit atteint, le degré de maîtrise correspond au niveau de maîtrise des acquis d'apprentissage, au regard des critères déterminés du degré de maîtrise. Il correspond à un pourcentage compris entre 50 et 100;

11^o premier dixième : moment auquel s'effectue la comptabilisation des élèves inscrits dans des unités d'enseignement qui ne sont pas organisées en e-learning. Il est défini en fonction des dates d'ouverture et de fermeture de l'unité d'enseignement considérée;

12^o dossiers pédagogiques : les dossiers pédagogiques tels que définis par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mai 2014 relatif aux dossiers pédagogiques des sections et unités d'enseignement de l'enseignement de promotion sociale;

13° travail ou projet de fin d'études : le travail ou le projet de fin d'études, tel que défini au dossier de l'unité d'enseignement "Epreuve intégrée";

14° entreprise : tout lieu dans lequel un élève est considéré, soit comme travailleur, soit comme stagiaire;

15° tuteur : la personne de référence désignée par l'entreprise où s'effectue un stage ou une activité professionnelle d'apprentissage;

16° Ministre : le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions;

17° séance en présentiel : séance déclarée comme telle par l'établissement conformément à l'article 120, § 4, alinéa 1^{er}, du décret;

18° Ministre du sport : le Ministre ayant le sport dans ses attributions;

19° Administration générale du sport : l'administration générale du sport de la Communauté française.

CHAPITRE III. — ACTIVITÉS D'ENSEIGNEMENT DE L'HORAIRE MINIMUM

Art. 3. Dans les dossiers pédagogiques, les activités d'enseignement sont mentionnées en nombre de périodes de 50 minutes.

Art. 4. L'ensemble des activités d'enseignement visées à l'article 3 peut être organisé en tranches horaires. Une tranche horaire comporte au minimum 50 minutes et peut être prolongée d'un nombre quelconque de minutes.

CHAPITRE IV. — ELEVES

Art. 5. Ne peut être admis dans une unité d'enseignement comme élève régulier au sens de l'article 35 du décret que l'élève qui répond, au premier dixième, aux conditions fixées par le présent arrêté et par les autres dispositions légales et réglementaires en la matière et qui participe de manière assidue aux activités d'enseignement.

Art. 6. § 1^{er}. Sous réserve des dispositions de l'article 8, un élève satisfait à la condition d'assiduité prévue par l'article 5 s'il ne s'absente pas, sans motif valable, de plus de deux dixièmes des activités d'enseignement dont il n'est pas dispensé.

§ 2. Sous réserve des dispositions de l'article 8, l'élève dont la qualité de sportif de haut niveau, d'espoir sportif ou de partenaire d'entraînement est reconnue conformément au chapitre III, du décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française, satisfait à la condition d'assiduité visée à l'article 5 s'il ne s'absente pas, sans motif valable, de plus de cinq dixièmes des activités d'enseignement dont il n'est pas dispensé.

L'élève fait la preuve de la reconnaissance de sa qualité de sportif de haut niveau, d'espoir sportif ou de partenaire d'entraînement en transmettant à l'établissement soit une copie du courrier émanant du Ministre du sport lui annonçant ladite reconnaissance, soit une copie de l'attestation provisoire, émise par l'Administration générale du sport, relative à cette reconnaissance.

§ 3. En tenant compte du règlement d'ordre intérieur de l'établissement, le chef d'établissement, ou son délégué en cette matière, apprécie la validité du motif d'absence.

Art. 7. § 1^{er}. Le Conseil des études peut dispenser un élève, à la demande de celui-ci, de tout ou partie d'une ou de plusieurs activités d'enseignement d'une ou de plusieurs unités d'enseignement.

Pour ce faire, l'élève fait la preuve qu'il maîtrise les acquis d'apprentissage au moins équivalents, obtenus par le biais d'activités d'enseignement ou par le biais d'activités d'apprentissage non formelles ou informelles. Dans le cas où le Conseil des études juge ces éléments peu probants, il procède à la vérification des dits acquis d'apprentissage par épreuve ou test.

Par distinction avec la valorisation visée à l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 septembre 2011 fixant les modalités de reconnaissance des capacités acquises pour l'accès aux études, le cours et la sanction de celles-ci dans l'enseignement de promotion sociale, l'élève ne peut être dispensé de l'ensemble des activités enseignées aux points *a)*, *b)*, *c)*, et *d)*, de l'article 5*bis*, 2°, du décret, de l'unité d'enseignement concernée.

Les décisions de dispense sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres du Conseil des études. Ce procès-verbal et les preuves sont conservés au siège de l'établissement pendant quatre ans et doivent pouvoir être présentés à tout moment aux membres des Services d'inspection et de vérification de l'enseignement de promotion sociale.

§ 2. Le Conseil des études peut reconnaître l'activité professionnelle d'un élève, à la demande de celui-ci, comme tenant lieu de tout ou partie des stages ou activités professionnelles d'apprentissage dans la mesure où l'élève fait la preuve que cette activité professionnelle en cours correspond au contenu du programme de l'unité d'enseignement concernée. Il n'est toutefois pas dispensé des épreuves, tests, rapports et évaluations prévus au dossier pédagogique de l'unité d'enseignement.

§ 3. L'élève qui bénéficie d'une ou plusieurs dispenses est considéré comme élève régulièrement inscrit et répondant à la condition d'assiduité pour ces activités d'enseignement de l'unité d'enseignement.

Art. 8. Conformément à l'article 120, § 4, alinéa 1^{er}, du décret, l'élève, lorsqu'il suit des unités d'enseignement organisées en e-learning, est considéré comme régulier s'il assiste, sauf absence pour motif valable, aux séances en présentiel organisées par l'établissement et s'il présente les épreuves prévues en première ou seconde session.

Est considéré comme un motif d'absence valable une maladie justifiée par un certificat médical, ainsi que tout motif considéré comme tel par le chef d'établissement.

CHAPITRE V. — CONDITIONS D'ADMISSION DANS UNE UNITÉ D'ENSEIGNEMENT

Art. 9. § 1^{er}. Les capacités préalables requises pour l'admission dans une unité d'enseignement de l'enseignement de promotion sociale ou les titres qui peuvent en tenir lieu sont précisés aux dossiers pédagogiques des unités d'enseignement, conformément à l'article 6, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mai 2014 relatif aux dossiers pédagogiques des sections et unités d'enseignement de l'enseignement de promotion sociale.

Le Conseil des études peut estimer qu'un ou plusieurs titres d'études, autres que ceux visés au dossier pédagogique de l'unité d'enseignement, tiennent lieu des capacités préalables requises.

Les modalités de reconnaissance des capacités acquises pour l'admission dans une unité d'enseignement sont précisées par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 septembre 2011 précité.

§ 2. Le Conseil des études vérifie avant le premier dixième si les conditions d'admission sont remplies. Pour tout élève qui s'inscrit au-delà de cette date, cette vérification s'effectue dès l'inscription. Dans ce cas, l'élève n'est pas considéré, au premier dixième, comme élève régulier au sens de l'article 35, du décret.

§ 3. Le Conseil des études peut, sur décision motivée, autoriser un élève qui possède l'attestation de réussite d'une unité d'enseignement à s'y réinscrire.

§ 4. A l'exception de l'unité d'enseignement « Épreuve intégrée », le Conseil des études peut refuser, sur décision motivée, à un élève qui en fait la demande, une troisième inscription dans une unité d'enseignement donnée.

Art. 10. Les décisions prises par le Conseil des études en vertu de l'article 9 sont définitives. Elles sont consignées dans des procès-verbaux signés par au moins deux tiers des membres du Conseil des études.

Les procès-verbaux sont conservés pendant quatre ans au siège de l'établissement et peuvent être présentés à tout moment aux membres des services d'inspection et de vérification de l'enseignement de promotion sociale.

CHAPITRE VI. — CONDITIONS DE PARTICIPATION À L'ÉPREUVE INTÉGRÉE

Art. 11. Est autorisé à participer à l'épreuve intégrée, l'élève régulièrement inscrit à l'unité d'enseignement « Épreuve intégrée », titulaire des attestations de réussite de toutes les autres unités d'enseignement constitutives de la section, quel que soit l'établissement d'enseignement de promotion sociale qui a délivré ces attestations.

Le délai maximum entre la date figurant sur la dernière attestation d'une unité d'enseignement déterminante et sa prise en compte pour l'inscription de l'élève à l'épreuve intégrée est précisé au dossier pédagogique de l'unité d'enseignement « Épreuve intégrée ».

Les modalités et le délai d'inscription à cette épreuve sont fixés par le Conseil des études et communiqués aux élèves avant le premier dixième de l'unité d'enseignement « Épreuve intégrée ».

A défaut d'indication dans le dossier pédagogique de l'unité d'enseignement « Épreuve intégrée » ou dans le dossier pédagogique de la section, le délai maximum entre la délivrance de la dernière attestation de réussite d'une unité d'enseignement déterminante à l'élève, et sa prise en compte pour l'inscription à l'épreuve est de trois ans.

Art. 12. Les attestations de réussite d'unités d'enseignement délivrées sur la base de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 septembre 2011 fixant les modalités de reconnaissance des capacités acquises pour l'accès aux études, le cours et la sanction de celles-ci dans l'enseignement de promotion sociale sont également prises en considération pour la participation à l'épreuve intégrée.

CHAPITRE VII. — SANCTION D'UNE UNITÉ D'ENSEIGNEMENT AUTRE QUE L' "ÉPREUVE INTÉGRÉE"

Art. 13. Lors de la délivrance de l'attestation de réussite d'une unité d'enseignement, le Conseil des études prend uniquement en considération l'horaire minimum y afférent, tel qu'il est précisé dans le dossier pédagogique visé à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 2^o, de l'arrêté du 15 mai 2014 précité.

Art. 14. § 1^{er}. L'attestation de réussite est délivrée, par le Conseil des études, à l'élève qui maîtrise tous les acquis d'apprentissage de l'unité d'enseignement tels que fixés dans le dossier pédagogique.

Le Conseil des études précise les critères de réussite liés aux acquis d'apprentissage des unités d'enseignement déterminantes. Ces critères sont transmis aux élèves par le Conseil des études et par écrit au plus tard pour le premier dixième de chaque unité d'enseignement.

Le Conseil des études peut préciser les critères de réussite liés aux acquis d'apprentissage des unités d'enseignement non visées au deuxième alinéa.

§ 2. Pour décider de la réussite de l'unité d'enseignement, le Conseil des études délibère, conformément à l'article 37 du décret, en tenant compte :

1^o du ou des résultats des épreuves certificatives vérifiant la maîtrise de tous les acquis d'apprentissage de l'unité d'enseignement concernée;

2^o dans le cadre de la reconnaissance des acquis visée à l'article 7 ainsi que dans l'arrêté du 29 septembre 2011 précité, le Conseil des études délibère en tenant compte :

des résultats d'épreuves vérifiant les acquis d'apprentissage;

d'autres résultats d'épreuves;

des résultats ou des documents délivrés par des centres et organismes de formation reconnus, soit des titres de compétences, soit des attestations d'unités d'acquis d'apprentissage, soit des acquis professionnels ou des éléments de formation informels dûment vérifiés.

§ 3. Le Conseil des études évalue l'atteinte du seuil de réussite de chaque acquis d'apprentissage sachant que l'évaluation de plusieurs acquis peut se faire lors d'une épreuve qui a un caractère global.

§ 4. La maîtrise de tous les acquis d'apprentissage visés dans le dossier pédagogique de l'unité d'enseignement conduit à l'obtention d'un pourcentage égal à 50.

Le degré de maîtrise des acquis d'apprentissage détermine le pourcentage compris entre 50 et 100.

Si un ou plusieurs des acquis d'apprentissage ne sont pas acquis, l'attestation de réussite n'est pas délivrée à l'élève. Dans ce cas, le Conseil des études établit et remet à l'élève la motivation de la non-réussite.

§ 5. Les décisions prises par le Conseil des études en vertu de l'article 14 sont définitives. Elles sont consignées dans des procès-verbaux signés par au moins deux tiers des membres du Conseil des études.

§ 6. L'attestation de réussite de l'unité d'enseignement reprend :

1^o les acquis d'apprentissage;

2^o la liste des activités d'enseignement de l'unité d'enseignement concernée;

3^o le cas échéant, le niveau atteint par l'élève dans le Cadre européen commun de référence pour les langues;

4^o les signatures d'au moins deux tiers des membres du Conseil des études;

5^o le pourcentage obtenu;

6^o le sceau de l'établissement.

Art. 15. Dans le cas d'une unité d'enseignement « Stage » ou « Activité professionnelle d'apprentissage », le stage ou l'activité professionnelle d'apprentissage repose sur une convention signée par l'entreprise ou le service qui reçoit l'élève, l'établissement scolaire et l'élève. Elle fixe les objectifs, les exigences, les modalités et les critères de suivi et d'évaluation des prestations en fonction des éléments repris dans le dossier pédagogique concerné.

A l'exception des cas prévus à l'article 7, § 2, l'entreprise désigne un tuteur pour chaque élève en stage ou en activités professionnelles d'apprentissage; l'évaluation posée par le tuteur constitue un des éléments pris en compte par le Conseil des études qui reste seul habilité à sanctionner les études.

Art. 16. Dans le cas où un ou des acquis d'apprentissage ne sont pas atteints, le Conseil des études ajourne en première session sauf dans les cas prévus aux articles 27, § 4, alinéa 8, et 30, § 1^{er}, alinéa 2, ou 32, ou dans le règlement d'ordre intérieur, ou refuse l'élève en seconde session. Il convient de mentionner formellement les motifs pour lesquels le Conseil des études a opté pour cette décision en référence aux dispositions légales, réglementaires ou aux critères de réussite associés aux acquis d'apprentissage.

En vue de l'organisation de ou des épreuves de deuxième session, le Conseil des études fixe le ou les acquis d'apprentissage pour lesquels le seuil de réussite n'a pas été atteint.

Le Conseil des études fixe également la ou les dates de ces épreuves.

CHAPITRE VIII. — SANCTION DE L'UNITÉ D'ENSEIGNEMENT "ÉPREUVE INTÉGRÉE"

Art. 17. § 1^{er}. L'unité d'enseignement « Épreuve intégrée » est sanctionnée par l'épreuve visée à l'article 5bis, 12°, du décret.

Elle ne comporte pas de questions systématiques sur les acquis d'apprentissage des unités déterminantes de la section. Toutefois, des questions portent sur l'intégration des savoirs, aptitudes et compétences correspondant aux acquis d'apprentissage couverts par les unités déterminantes.

Lorsque certaines de ces unités d'enseignement comprennent de la pratique professionnelle, du laboratoire ou des cours techniques et de pratique professionnelle, des questions portent obligatoirement sur les fondements théoriques de ces activités.

§ 2. L'épreuve intégrée est présentée devant le jury d'épreuve intégrée, tel que stipulé à l'article 5bis, 8°, du décret.

Art. 18. Le jury d'épreuve intégrée fixe les modalités de déroulement de l'épreuve, celle-ci pouvant se réaliser en une ou plusieurs phases.

Le jury d'épreuve intégrée fonde son appréciation sur la base des acquis d'apprentissage fixés dans le dossier pédagogique de l'unité d'enseignement concernée. Le Conseil des études précise les acquis d'apprentissage au moyen de critères particuliers. Ceux-ci sont transmis aux élèves au plus tard au premier dixième de l'unité d'enseignement « Épreuve intégrée » et sont communiqués aux membres du jury d'épreuve intégrée.

Les critères de réussite des acquis d'apprentissage de l'unité d'enseignement « Épreuve intégrée » sont directement liés aux acquis d'apprentissage des unités déterminantes de la section et s'il échoit, en référence au profil professionnel.

Art. 19. L'attestation de réussite de l'unité d'enseignement « Épreuve intégrée » est délivrée à l'élève qui a acquis tous les acquis d'apprentissage du dossier pédagogique en cohérence avec l'intégration des acquis d'apprentissage des unités déterminantes de la section.

Le Conseil des études précise les critères de réussite liés aux acquis d'apprentissage de cette unité d'enseignement. La maîtrise de tous les acquis d'apprentissage visés dans le dossier pédagogique de cette unité d'enseignement conduit à l'obtention d'un pourcentage égal à 50.

Le degré de maîtrise des acquis d'apprentissage détermine le pourcentage compris entre 50 et 100.

Dans ce cas, il n'est pas tenu compte des activités d'encadrement préalables à l'épreuve.

Art. 20. En cas de transformation ou de fermeture de section afin d'assurer la bonne fin des études, et pour autant qu'un élève le demande, l'établissement concerné par la transformation ou la fermeture est tenu d'organiser, au minimum durant trois années consécutives suivant la fermeture de la dernière unité d'enseignement de la section concernée, l'unité d'enseignement « Épreuve intégrée ».

Dans le cadre d'une transformation de section, au cas où le dossier pédagogique de l'unité d'enseignement « Épreuve intégrée » ou de la section concernée mentionne un délai maximum entre la date figurant sur la dernière attestation d'une unité d'enseignement déterminante et sa prise en compte pour l'inscription de l'élève à l'épreuve intégrée supérieur à trois ans, l'établissement est tenu d'avertir par écrit les élèves concernés de la réduction du délai maximal pour la présentation de l'épreuve intégrée.

CHAPITRE IX. — SANCTION D'UNE SECTION

Art. 21. Conformément à l'article 38 du décret, l'élève réussit ses études s'il possède les attestations de réussite de toutes les unités d'enseignement constitutives de la section.

L'élève doit également obtenir au moins 50 au pourcentage final visé à l'article 22, alinéa 2.

Art. 22. Les titres délivrés à l'issue d'une section portent l'une des mentions suivantes : fruit, satisfaction, distinction, grande distinction, la plus grande distinction, selon que le pourcentage final atteint au moins respectivement 50, 60, 70, 80, 90.

Dans les pourcentages visés à l'alinéa 1^{er}, l'épreuve intégrée intervient pour 1/3 et les unités d'enseignement déterminantes pour 2/3.

Pour ce calcul, chaque unité d'enseignement déterminante intervient proportionnellement au nombre de périodes qui lui est attribué dans l'horaire minimum.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le règlement d'ordre intérieur visé aux paragraphes 1^{er} à 3, de l'article 27 peut prévoir pour les unités d'enseignement dont l'horaire minimum est constitué de périodes de stage ou d'activités professionnelles d'apprentissage, une pondération qui n'est pas directement proportionnelle au nombre de périodes indiqué dans l'horaire minimum.

CHAPITRE X. — CONSEIL DES ÉTUDES ET JURY D'ÉPREUVE INTÉGRÉE

Art. 23. Sans préjudice de l'article 32, alinéa 2, du décret, pour chaque unité d'enseignement autre que « l'Épreuve intégrée », le Conseil des études comprend, conformément à l'article 32, alinéa 1^{er}, du décret, un membre du personnel directeur de l'établissement ou son délégué et le ou les membres du personnel chargés de cours pour le groupe d'élèves concerné

Art. 24. Pour la sanction de l'unité d'enseignement « Épreuve intégrée » et la sanction d'une section, le jury d'épreuve intégrée comprend :

1° un membre du personnel directeur de l'établissement ou son délégué, ce dernier n'appartenant pas au Conseil des études de l'unité d'enseignement ou de la section concernée, celui-ci en assure la présidence;

2° au moins un chargé de cours de l'unité d'enseignement intitulée « Épreuve intégrée »;

3° au moins trois chargés de cours de la section dont au moins un chargé de cours d'une unité d'enseignement déterminante de la section. Si la section comporte moins de trois chargés de cours, tous les chargés de cours sont membres du jury d'épreuve intégrée;

4° de une à trois personnes étrangères à l'établissement. Ces dernières sont choisies par le pouvoir organisateur ou son délégué, en raison de leurs compétences par rapport aux finalités de la section. Le nombre de personnes étrangères à l'établissement ne pouvant être supérieur au nombre de chargés de cours de la section.

Tous ces membres ont voix délibérative.

Le Ministre peut mandater un délégué pour assister aux opérations d'évaluation. Ce délégué veille au déroulement régulier des opérations. Il a voix consultative.

Art. 25. Pour la sanction de l'unité d'enseignement « Épreuve intégrée » et la sanction d'une section faisant l'objet d'une convention entre plusieurs établissements d'enseignement, le jury d'épreuve intégrée comprend :

1° un membre du personnel directeur organisant l'épreuve ou son délégué n'appartenant pas au Conseil des études de l'unité d'enseignement ou de la section concernée, celui-ci en assure la présidence;

2° au moins un chargé de cours de l'unité d'enseignement intitulée « Épreuve intégrée »;

3° au moins trois chargés de cours de la section dont au moins un chargé de cours d'une unité d'enseignement déterminante de la section. Si la section comporte moins de trois chargés de cours, tous les chargés de cours sont membres du jury d'épreuve intégrée. Chaque partenaire organisant une unité déterminante est représenté;

4° une à trois personnes étrangères à l'établissement. Ces dernières sont choisies par le ou les pouvoirs organisateurs des établissements concernés ou leur délégué en raison de leurs compétences par rapport aux finalités de la section. Le nombre de personnes étrangères à l'établissement ne pouvant être supérieur au nombre de chargés de cours de la section.

Tous ces membres ont voix délibérative.

Le Ministre peut mandater un délégué pour assister aux opérations d'évaluation. Ce délégué veille au déroulement régulier des opérations. Il a voix consultative.

Art. 26. La liste comportant les noms et qualités des membres du Conseil des études ou du jury d'épreuve intégrée est annexée au procès-verbal de délibération.

CHAPITRE XI. — DÉLIBÉRATIONS

Art. 27. § 1^{er}. Le pouvoir organisateur ou le chef d'établissement dans le cas de l'enseignement organisé par la Communauté française, fixe, dans les limites établies par le présent arrêté, le règlement d'ordre intérieur de l'établissement.

§ 2. Ce règlement comporte, notamment :

1° les règles de délibération;

2° s'il échet, en application de l'article 22, alinéa 4, pour les unités d'enseignement dont l'horaire minimum est constitué de périodes de stage ou d'activités professionnelles d'apprentissage, une pondération qui ne soit pas nécessairement proportionnelle au nombre de périodes indiqué dans l'horaire minimum;

3° les règles selon lesquelles un élève peut consulter les épreuves ou tests qu'il a présentés par écrit dans le respect des règles applicables à l'établissement;

4° la procédure appliquée en matière de présentation d'épreuves orales;

5° la personne ou l'instance chargée d'apprécier les cas de force majeure ou les motifs légitimes d'absence aux épreuves d'évaluation;

6° la procédure de recours visée à l'article 123^{ter}, du décret.

§ 3. Ce règlement est porté à la connaissance des élèves par voie d'affichage ou par communication du texte à l'élève qui en fait la demande.

En outre, le règlement d'ordre intérieur peut également être communiqué aux élèves lors de l'inscription par la publication dudit règlement sur le site Internet de l'établissement.

Les établissements adoptent les mesures qu'ils jugent nécessaires afin de prouver que les élèves ont pris ou ont pu prendre connaissance dudit règlement d'ordre intérieur.

§ 4. Pour délibérer valablement, deux tiers au moins des membres du Conseil des études ou du jury d'épreuve intégrée visés aux articles 23, 24 et 25 doivent être présents.

Le Conseil des études délibère collégalement sur l'admission ou la sanction d'une unité d'enseignement.

Le jury d'épreuve intégrée délibère collégalement sur la sanction de l'unité d'enseignement « Épreuve intégrée » et sur la sanction de la section.

Lorsqu'une décision est prise collégalement, celle-ci est présumée avoir été adoptée par consensus entre les membres du Conseil des études ou du jury d'épreuve intégrée.

À défaut de consensus, les décisions sont prises à la majorité absolue des membres présents ayant voix délibérative. En cas de parité de voix, la voix du président est prépondérante.

Lorsque le Conseil des études ou le jury d'épreuve intégrée constate une fraude, un plagiat ou la non-citation de sources en première session, il ajourne l'élève pour les acquis d'apprentissage de l'unité d'enseignement visés par l'épreuve au cours de laquelle la fraude a été constatée.

Lorsque le Conseil des études ou le jury d'épreuve intégrée constate une fraude, un plagiat ou la non-citation de sources en seconde session, il refuse l'élève.

En cas de récidive, le Conseil des études ou le jury d'épreuve intégrée peut refuser l'élève en première session.

Art. 28. Le président du Conseil des études ou du jury d'épreuve intégrée clôt la délibération lorsqu'une décision a été prise pour tous les élèves de l'unité d'enseignement considéré. Les décisions sont susceptibles d'être modifiées aussi longtemps que la délibération n'est pas clôturée.

Art. 29. Les délibérations du Conseil des études ou du jury d'épreuve intégrée ont lieu à huis clos et sont actées dans un procès-verbal qui mentionne la date d'affichage et le mode de communication des résultats.

Les résultats de la délibération sont publiés dans les deux jours ouvrables au tableau d'affichage de l'établissement ou via tout autre mode de communication prévu dans le règlement d'ordre intérieur de l'établissement.

Sont considérés comme jours ouvrables tous les jours de la semaine, à l'exception du dimanche et des jours fériés légaux.

CHAPITRE XII. — SESSIONS

Art. 30. § 1^{er}. Chaque établissement organise deux sessions pour toute unité d'enseignement autre que l'épreuve intégrée.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le règlement d'ordre intérieur de l'établissement peut prévoir l'organisation d'une seule session pour des unités d'enseignement « Stage », « Activités professionnelles d'apprentissage » ou contenant des activités d'enseignement relevant notamment de cours de méthodologie spéciale, de cours de pratique professionnelle ou de laboratoire.

La seconde session est organisée après la clôture de la première session :

pour les unités d'enseignement qui sont préalables à l'inscription à d'autres unités, avant le premier dixième de l'unité d'enseignement dont la date d'ouverture est chronologiquement la plus proche;

pour celles qui ne sont pas préalables à l'inscription à d'autres unités, dans un délai compris entre une semaine et quatre mois.

L'élève qui échoue en seconde session est refusé.

§ 2. Chaque établissement organise deux sessions pour toute unité d'enseignement « Epreuve intégrée ».

La seconde session est organisée après la clôture de la première session dans un délai compris entre un et quatre mois.

Les élèves, valablement inscrits à l'épreuve intégrée, qui n'ont pas pu présenter la première session pour des motifs jugés valables par la personne ou l'instance visée à l'article 27, § 2, 5^o, sont autorisés à se présenter à la seconde session sans perte de session. Le règlement d'ordre intérieur de l'établissement fixe les modalités d'inscription à cette seconde session.

Si la même épreuve intégrée est organisée pour un autre groupe d'élèves dans le délai visé, l'établissement n'est pas tenu d'organiser une épreuve particulière pour les élèves ajournés. Les élèves ajournés de même que les élèves visés à l'alinéa précédent qui souhaitent participer à cette épreuve s'inscrivent à cette session un mois avant le début de celle-ci.

§ 3. Les élèves qui se présentent à une seconde session n'entraînent aucune charge pour le Trésor.

Art. 31. Nul ne peut présenter plus de quatre fois la même épreuve intégrée sauf s'il fait la preuve qu'il s'est réinscrit, a suivi et a réussi une ou des unités d'enseignement déterminantes de la section concernée définies par le Conseil des études.

Les établissements vérifient auprès du ou des établissements ayant délivré les attestations de réussite détenues par l'élève, que celui-ci n'a pas déjà présenté quatre fois la même épreuve intégrée.

Art. 32. Les élèves concernés sont avertis des dates et des modalités d'inscription à l'épreuve intégrée. Lors de la première ou de la deuxième session d'une épreuve intégrée, le chef d'établissement peut refuser l'inscription d'un élève qui ne s'est pas inscrit au moins un mois avant le début de cette épreuve.

Art. 33. Lors de la sanction d'une unité d'enseignement autre que l'épreuve intégrée, le chef d'établissement peut autoriser un élève ajourné à présenter une seconde session lors de la première session de la même unité, organisée pour un autre groupe d'élèves.

Art. 34. Si la Commission de recours visée à l'article 123^{quater}, § 1^{er}, du décret impose à un établissement l'obligation de procéder à une nouvelle évaluation d'un élève, celle-ci n'entraîne aucune charge pour le Trésor.

CHAPITRE XIII. — CERTIFICATS

Art. 35. Le titre prévu au dossier pédagogique de la section est délivré à l'élève qui termine ses études avec fruit.

Il est signé par le Président et au moins trois autres membres présents du jury d'épreuve intégrée.

Dans le cas où le Conseil des études ou le jury de l'épreuve intégrée comporte moins de quatre membres, y compris le Président, le certificat est signé par chacun des membres. Le certificat ne peut être remis à son titulaire qu'après avoir été revêtu du sceau du Ministère, de la signature du Ministre ou de son délégué et de la signature du titulaire.

Une attestation provisoire de réussite est délivrée à l'élève qui en fait la demande.

Art. 36. Pour les sections visées à l'article 25, le certificat mentionne en outre les établissements concernés par la convention.

Art. 37. Le Ministre détermine les modèles de certificats, de procès-verbaux de délibération et précise la manière de les compléter.

CHAPITRE XIV. — DISPOSITIONS FINALES

Art. 38. Les dispositions du présent arrêté ne portent pas préjudice aux dispositions législatives et réglementaires concernant la délivrance de titres relatifs à des professions faisant l'objet d'une réglementation particulière.

Art. 39. § 1^{er}. Chaque établissement tient pendant quatre ans à la disposition de l'inspection de l'enseignement de promotion sociale :

a) les travaux des épreuves écrites ayant servi de base à l'admission et à la sanction d'une unité d'enseignement à l'exclusion des éléments d'évaluation formative;

b) le procès-verbal des questions orales et les principaux éléments de réponse ayant servi de base à l'admission ou la sanction d'une unité d'enseignement;

c) le procès-verbal reprenant la description et les conditions de réalisation d'un travail ayant servi de base à l'admission ou la sanction d'une unité d'enseignement.

Tous les documents visés sous a), b) et c) indiquent la note attribuée.

Tous les documents visés sous b) et c) comportent en outre la signature d'au moins un des membres du Conseil des études, au nom de celui-ci.

§ 2. Les procès-verbaux de la délibération sont conservés pendant trente ans.

Art. 40. En vertu des articles 3 et 4 du décret du 22 décembre 1994 relatif à la publicité de l'administration, les étudiants ajournés ou refusés qui le souhaitent peuvent consulter leurs examens et en demander copie. Le règlement d'ordre intérieur des établissements fixera les modalités pratiques de consultation des copies des examens.

Art. 41. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 juillet 1993 portant règlement général des études de l'enseignement secondaire de promotion sociale de régime 1 est abrogé.

Par dérogation à l'alinéa précédent, l'arrêté du 20 juillet 1993 précité reste d'application pour toute session reliée à une unité d'enseignement dont l'organisation se termine avant le 1^{er} septembre 2015.

Art. 42. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} septembre 2015.

Art. 43. La Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 2 septembre 2015.

Le Ministre-Président,
Rudy DEMOTTE

La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale,
de la Jeunesse, des Droits des femmes et de l'Égalité des chances,
Isabelle SIMONIS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2015/29433]

2 SEPTEMBER 2015. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende algemene regeling van de studies in het secundair onderwijs voor sociale promotie

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, inzonderheid op de artikelen 8, 40 en 120;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 juli 1993 houdende algemene studieregeling van het secundair onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 mei 2014 betreffende de pedagogische dossiers van de onderwijsafdelingen en -eenheden van het onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 30 maart 2015;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 16 april 2015;

Gelet op het protocol van 18 mei 2015 van het Sectorcomité IX en van het Comité voor provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, afdeling II, die gezamenlijk zitting houden;

Gelet op het advies 57.824/2/V van de Raad van State, gegeven op 10 augustus 2015, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het belang om de evaluatie op de leerresultaten te richten;

Gelet op de noodzakelijkheid om de slaagdrempels gelijkvormig te stellen met vijftig per cent binnen elk onderwijsniveau;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke kansen;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — TOEPASSINGSGEBIED

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op het secundair onderwijs voor sociale promotie.

HOOFDSTUK II. — DEFINITIES

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

- 1° decreet : het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie;
- 2° afdeling : een afdeling zoals bepaald in de artikelen 11 en 12 van het decreet;
- 3° zittijd : de periode in het jaar tijdens welke de eindevaluatie van een onderwijseenheid of van een afdeling plaatsvindt, alsook de beraadslaging en de mededeling van de uitslagen aan de leerlingen;
- 4° proef : de globale evaluatieverrichting die betrekking heeft op het geheel van de leerresultaten gebonden aan een onderwijseenheid die bij die verrichting zou moeten verworven zijn;
- 5° toets : de punctuele evaluatieverrichting gericht op welbepaalde leerresultaten;
- 6° niet-formele leeractiviteiten : geplande en gestructureerde activiteiten die niet uitdrukkelijk beschouwd worden als leeractiviteiten in termen van doelstellingen, tijd of middelen maar die ook belangrijke leerelementen bevatten. Ze hebben een opzettelijke aard vanwege de leerling;
- 7° informele leeractiviteiten : activiteiten van het dagelijks leven gebonden aan het werk, het gezin of de vrijetijdsbesteding, deze worden noch georganiseerd, noch gestructureerd in woorden van doelstellingen, tijd of middelen. Ze hebben meestal een onopzettelijke aard vanwege de leerling;
- 8° doorlopende evaluatie : een evaluatie die plaatsvindt tijdens het verloop van de opleiding en die gericht is op één of meer leerresultaten (kennis, bekwaamheden, bevoegdheden) van het pedagogisch dossier. Ze kan vormend zijn door beoordelingen te geven over de leeractiviteiten en, in voorkomend geval, door tot remediëring te leiden. Ze kan bekrachtigd worden met een getuigschrift door de leerresultaten op het einde van een leersequentie te controleren. Enkel de elementen die tot de evaluatie behoren, worden in aanmerking genomen om de leerresultaten te evalueren;
- 9° slaagdrempel : de minimum beheersdrempel van alle leerresultaten van een onderwijseenheid om een slaagattest van een eenheid te behalen die overeenstemt met een percentage dat ten minste gelijk is aan 50;
- 10° beheersgraad : voor zover de slaagdrempel bereikt is, stemt de beheersgraad overeen met het beheersniveau van de leerresultaten gezien de bepaalde criteria van de beheersgraad. Hij stemt overeen met een percentage tussen 50 en 100;
- 11° eerste tiende : het ogenblik waarop de leerlingen die ingeschreven zijn in de onderwijseenheden die niet worden georganiseerd in e-learning geteld worden. Het eerste tiende wordt bepaald in functie van de openings- en sluitingsdatums van de betrokken onderwijseenheid;
- 12° pedagogische dossiers : de pedagogische dossiers, zoals bepaald in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 mei 2014 betreffende de pedagogische dossiers van de onderwijsafdelingen en -eenheden van het onderwijs voor sociale promotie;
- 13° eindstudiewerk of eindstudieproject : het eindstudiewerk of eindstudieproject, zoals bepaald in het dossier van de onderwijseenheid "Geïntegreerde proef";
- 14° onderneming : elke plaats waarin een leerling beschouwd wordt als werknemer of als stagedoend;
- 15° voogd : de referentiepersoon aangesteld door de onderneming waar een stage of een beroepsgerichte leeractiviteit plaatsvindt;
- 16° Minister : de Minister van het Onderwijs voor sociale promotie;
- 17° contactzitting : zitting aldus verklaard door de instelling overeenkomstig artikel 120, § 4, eerste lid, van het decreet;
- 18° Minister van Sport : De Minister die bevoegd is voor Sport;
- 19° Algemeen Bestuur Sport : het algemeen bestuur sport van de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK III. — ONDERWIJSACTIVITEITEN VOLGENS HET MINIMUMROOSTER

Art. 3. In de pedagogische dossiers worden de onderwijsactiviteiten vermeld in aantal lestijden van 50 minuten.

Art. 4. De gezamenlijke onderwijsactiviteiten bedoeld in artikel 3 kunnen in lestijden per uur georganiseerd worden. Dit behelst ten minste 50 minuten en kan verlengd worden met een onbepaald aantal minuten.

HOOFDSTUK IV. — DE LEERLINGEN

Art. 5. In een onderwijseenheid kan als regelmatig leerling, zoals bedoeld in artikel 35 van het decreet, toegelaten worden, hij die bij het eerste tiende voldoet aan de voorwaarden bepaald in dit besluit en bij de andere wets- en reglementsbepalingen ter zake en die de onderwijsactiviteiten regelmatig volgt.

Art. 6. § 1. Onder voorbehoud van de bepalingen van artikel 8 voldoet een leerling aan de vereiste qua regelmatige aanwezigheid bedoeld in artikel 5 als hij niet afwezig is, zonder geldige reden, gedurende meer dan twee tiende van de onderwijsactiviteiten waarvan hij niet vrijgesteld is.

§ 2. Onder voorbehoud van de bepalingen van artikel 8 voldoet de leerling waarvan de hoedanigheid van topsporter, sportbelofte of trainingspartner erkend wordt overeenkomstig hoofdstuk III van het decreet van 8 december 2006 houdende organisatie en subsidiëring van de sport in de Franse Gemeenschap, aan de vereiste qua regelmatige aanwezigheid bedoeld in artikel 5 als hij niet afwezig is, zonder geldige reden, gedurende meer dan vijf tiende van de onderwijsactiviteiten waarvan hij niet vrijgesteld is.

De leerling levert het bewijs van zijn erkenning als topsporter, sportbelofte of trainingspartner door aan de inrichting ofwel een afschrift van de brief van de Minister van Sport te bezorgen waarin de erkenning bevestigd wordt, ofwel een afschrift van het voorlopige attest, uitgereikt door het Algemeen Bestuur Sport in verband met deze erkenning.

§ 3. Rekening houdend met het huishoudelijk reglement van de inrichting oordeelt het inrichtingshoofd of zijn afgevaardigde over de geldigheid van de aangevoerde reden voor zijn afwezigheid.

Art. 7. § 1. De Studieraad kan een leerling op diens verzoek vrijstellen van het geheel of een gedeelte van één of meer onderwijsactiviteiten van één of meer onderwijseenheden.

Daartoe levert de leerling het bewijs dat hij de minstens gelijkaardige leerresultaten beheerst die behaald worden via de onderwijsactiviteiten of via de niet-formele of informele leeractiviteiten. Ingeval de Studieraad oordeelt dat zijn elementen weinig doorslaggevend zijn, moet hij de bovenvermelde leerresultaten per proef of toets controleren.

Het onderscheid met de bekrachtiging bedoeld in artikel 9 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 september 2011 tot vaststelling van de wijze van erkenning van de verworven bekwaamheid voor de toelating tot de studies, de cursus en de bekrachtiging ervan in het onderwijs voor sociale promotie, is dat de leerling niet vrijgesteld kan worden van het geheel van de activiteiten bedoeld in de punten *a)*, *b)*, *c)*, en *d)*, van artikel 5*bis*, 2^o, van het decreet, van de betrokken onderwijsseenheid.

De vrijstelling wordt opgetekend in het proces-verbaal ondertekend door de leden van de Studieraad. Dit proces-verbaal en de bewijzen worden ten zetel van de inrichting bewaard gedurende vier jaar en moeten op elk ogenblik kunnen voorgelegd worden aan de leden van de inspectie- en verificatiediensten voor het onderwijs voor sociale promotie.

§ 2. De Studieraad kan de beroepsactiviteit van een leerling, op diens verzoek, erkennen als het geheel of het gedeelte van zijn stages of beroepsgerichte leeractiviteiten voor zover de leerling het bewijs levert dat zijn lopende beroepsactiviteit overeenstemt met de inhoud van het programma van de betrokken onderwijsseenheid. Hij is nochtans niet vrijgesteld van de proeven, toetsen, verslagen en evaluaties bedoeld in het pedagogisch dossier van de onderwijsseenheid.

§ 3. De leerling die in aanmerking komt voor één of meer vrijstellingen, wordt beschouwd als regelmatig ingeschreven leerling die voldoet aan de vereiste qua regelmatige aanwezigheid voor deze onderwijsactiviteiten van de onderwijsseenheid.

Art. 8. Overeenkomstig artikel 120, § 4, eerste lid van het decreet, wordt de leerling wanneer hij georganiseerde onderwijsseenheden in e-learning volgt, beschouwd als regelmatig ingeschreven als hij, behalve als hij afwezig is om geldige redenen, de contactzittingen bijwoont die georganiseerd worden door de inrichting en als hij de proeven voorzien in de eerste of tweede zitting aflegt.

Wordt beschouwd als geldige reden van afwezigheid een ziekte verantwoord door een medisch getuigschrift, alsook elke reden aldus beschouwd door het inrichtingshoofd.

HOOFDSTUK V. — VOORWAARDEN VOOR DE TOELATING TOT EEN ONDERWIJSEENHEID

Art. 9. § 1. De aanvankelijke bekwaamheden vereist voor de toelating tot een onderwijsseenheid van het onderwijs voor sociale promotie of de bekwaamheidsbewijzen die ervoor gelden, worden vermeld in de pedagogische dossiers van de onderwijsseenheden, overeenkomstig artikel 6 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 mei 2014 betreffende de pedagogische dossiers van de onderwijsafdelingen en -eenheden van het onderwijs voor sociale promotie.

De Studieraad kan oordelen dat één of meer studiebewijzen, buiten die bedoeld in het pedagogisch dossier van de onderwijsseenheid, het bewijs van de vereiste aanvankelijke bekwaamheden leveren.

De nadere regels voor de erkenning van de vereiste bekwaamheden voor de toelating tot een onderwijsseenheid worden bepaald in het bovenvermelde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 september 2011.

§ 2. De Studieraad gaat vóór het eerste tiende na of de toelatingsvoorwaarden vervuld zijn. Voor elke leerling die zich nadien inschrijft, wordt zulks bij de inschrijving nagegaan. In dit geval wordt de leerling niet beschouwd, bij het eerste tiende, als regelmatig leerling in de zin van artikel 35 van het decreet.

§ 3. De Studieraad kan, bij met redenen omklede beslissing, een leerling, die houder is van het slaagattest voor een onderwijsseenheid, toestaan hiervoor een nieuwe inschrijving te nemen.

§ 4. Met uitzondering van de onderwijsseenheid « Geïntegreerde proef » kan de Studieraad, bij met redenen omklede beslissing, een leerling die erom vraagt, weigeren hiervoor een derde inschrijving in de betrokken onderwijsseenheid te nemen.

Art. 10. De beslissingen die door de Studieraad genomen werden overeenkomstig artikel 9, zijn definitief. Ze worden opgetekend in het proces-verbaal dat door ten minste tweederde van de leden van de Studieraad ondertekend wordt.

Het proces-verbaal wordt vier jaar bewaard ten zetel van de inrichting en kan te allen tijd voorgelegd kunnen worden aan de leden van de inspectie- en verificatiediensten voor het onderwijs voor sociale promotie.

HOOFDSTUK VI. — VOORWAARDEN VOOR DE DEELNEMING AAN DE GEÏNTEGREERDE PROEF

Art. 11. Om aan de geïntegreerde proef deel te nemen moet de leerling die regelmatig ingeschreven is voor de onderwijsseenheid « Geïntegreerde proef », houder zijn van attesten waaruit blijkt dat hij geslaagd is voor alle andere onderwijsseenheden die deel uitmaken van de afdeling, ongeacht de inrichting voor onderwijs voor sociale promotie die deze attesten uitgereikt heeft.

De maximumtermijn tussen de datum vermeld op het laatste attest van een bepaalde onderwijsseenheid en de inaanmerkingneming van dit attest voor de inschrijving van de leerling voor de geïntegreerde proef, wordt vermeld in het pedagogisch dossier van de onderwijsseenheid « Geïntegreerde proef ».

De nadere regels en de termijn voor de inschrijving voor deze proef worden door de Studieraad bepaald en aan de leerling meegedeeld vóór het eerste tiende van de onderwijsseenheid « Geïntegreerde proef ».

Bij gebrek aan vermelding in het pedagogisch dossier van de onderwijsseenheid « Geïntegreerde proef » of in het pedagogisch dossier van de afdeling, is de maximumtermijn tussen de uitreiking van het laatste slaagattest van een bepalende onderwijsseenheid aan de leerling, en de inaanmerkingneming ervan voor de inschrijving voor de proef, van drie jaar.

Art. 12. De slaagattesten van de onderwijsseenheden die uitgereikt worden overeenkomstig het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 september 2011 tot vaststelling van de wijze van erkenning van de verworven bekwaamheid voor de toelating tot de studies, de cursus en de bekrachtiging ervan in het onderwijs voor sociale promotie, worden ook in aanmerking genomen voor de deelneming aan de geïntegreerde proef.

HOOFDSTUK VII. — BEKRACHTIGING VAN EEN ANDERE
ONDERWIJSEENHEID DAN DE "GEÏNTEGREERDE PROEF"

Art. 13. Bij de uitreiking van het slaagattest van een onderwijseenheid houdt de Studieraad enkel rekening met de minimumrooster, zoals bepaald in het pedagogisch dossier bedoeld in artikel 1, § 1, 2°, van het bovenvermelde besluit van 15 mei 2014.

Art. 14. § 1. Het slaagattest wordt door de Studieraad aan de leerling uitgereikt die bewijst dat hij de leerresultaten van de onderwijseenheid verworven heeft, zoals bedoeld in het pedagogisch dossier.

De Studieraad bepaalt de slaagcriteria die gebonden zijn aan de leerresultaten van bepalende onderwijseenheden. Deze criteria worden meegedeeld aan de leerlingen door de Studieraad en dit, schriftelijk ten hoogste voor het eerste tiende van elke onderwijseenheid.

De Studieraad kan de slaagcriteria bepalen die gebonden zijn aan de leerresultaten van de onderwijseenheden die niet bedoeld zijn in het tweede lid.

§ 2. Om te beslissen over het slagen voor de onderwijseenheid beraadslaagt de Studieraad overeenkomstig artikel 37 van het decreet, rekening houdend met :

1° het resultaat of de resultaten van de proeven die bekrachtigd worden door een getuigschrift waarbij blijkt dat alle leerresultaten van de betrokken onderwijseenheid verworven worden;

2° in het kader van de erkenning van de verworven kennis bedoeld in artikel 7, alsook in het bovenvermelde besluit van 29 september 2011 beslist en beraadslaagt de Studieraad, rekening houdend met, over:

de resultaten van de proeven waarbij blijkt dat de leerresultaten verworven worden;

de andere resultaten van de proeven;

de resultaten of documenten uitgereikt door erkende opleidingscentra en -instellingen, ofwel de bekwaamheidsbewijzen, ofwel de attesten van de eenheden van de leerresultaten, ofwel de beroepsgerichte kennis of de informele elementen van de opleiding die behoorlijk worden nagekeken.

§ 3. De Studieraad evalueert of de slaagdrempel van elk leerresultaat bereikt wordt rekening houdend met het feit dat de evaluatie van verschillende leerresultaten bij een globale proef kan gebeuren.

§ 4. De beheersing van alle leerresultaten bedoeld in het pedagogisch dossier van de onderwijseenheid leidt tot het behalen van een percentage dat gelijk is aan 50.

De graad van beheersing van de leerresultaten bepaalt het percentage tussen 50 en 100.

Indien één of meer leerresultaten niet verworven worden, wordt het slaagattest aan de leerling niet uitgereikt. In dit geval bepaalt de Studieraad de motivering van het niet-slagen en geeft ze door aan de leerling.

§ 5. De beslissingen genomen door de Studieraad overeenkomstig artikel 14, zijn definitief. Ze worden opgetekend in het proces-verbaal ondertekend door ten minste tweederde van de leden van de Studieraad.

§ 6. Het slaagattest van de onderwijseenheid omvat :

1° de leerresultaten;

2° de lijst van de onderwijsactiviteiten van de betrokken onderwijseenheid;

3° in voorkomend geval, het niveau bereikt door de leerling in het Gemeenschappelijk europees referentiekader voor talen;

4° de handtekening van ten minste tweederde van de leden van de Studieraad;

5° het behaalde percentage;

6° het zegel van de inrichting.

Art. 15. Ingeval van een onderwijseenheid « Stage » of « Beroepsgerichte leeractiviteiten », baseert de stage of de beroepsgerichte leeractiviteit zich op een overeenkomst ondertekend door de onderneming of door de dienst die de leerling ontvangt, de schoolinrichting en de leerling. Ze bepaalt de doelstellingen, de vereisten, de nadere regels en de criteria voor de opvolging en de evaluatie van de prestaties in functie van de elementen opgenomen in het betrokken pedagogisch dossier.

Met uitzondering van de gevallen bedoeld in artikel 7, § 2, stelt de onderneming een voogd aan voor elke leerling in stage of in beroepsgerichte leeractiviteit; de evaluatie gesteld door de voogd is één van de elementen die in aanmerking worden genomen door de Studieraad die de enige is om de studies te bekrachtigen.

Art. 16. Ingeval één of meer leerresultaten niet bereikt worden, wijst de Studieraad de leerling voorlopig af in de eerste zitting behalve in de gevallen bedoeld in de artikelen 27, § 4, achtste lid 8, en 30, § 1, tweede lid, of 32, of in het huishoudelijk reglement, of weigert hij de leerling in de tweede zitting. De redenen waarom de Studieraad voor deze beslissing gekozen heeft met verwijzing naar de wets- en reglementsbepalingen of naar de slaagcriteria gebonden aan deze leerresultaten, moeten formeel worden vermeld.

Met het oog op de organisatie van de proef(ven) van de tweede zitting bepaalt de Studieraad het (de) leerresultaat(en) waarvoor de slaagdrempel niet bereikt werd.

De Studieraad bepaalt ook de datum(s) van deze proeven.

HOOFDSTUK VIII. — BEKRACHTIGING VAN DE ONDERWIJSEENHEID « GEÏNTEGREERDE PROEF »

Art. 17. § 1. De onderwijseenheid "geïntegreerde proef" wordt bekrachtigd door de proef bedoeld bij artikel 5*bis*, 12°, van het decreet.

Ze omvat geen stelselmatige ondervraging over de kennis van de leerresultaten van de determinerende eenheden van de afdeling, maar wel over de integratie van de kennis, de vaardigheden en de competenties die overeenstemmen met de leerresultaten die voortvloeien uit de determinerende eenheden.

Wanneer sommige eenheden beroepspraktijk, laboratoriumwerk of technische vakken en beroepspraktijk omvatten, moet de ondervraging gedeeltelijk verplicht op de theoretische basis van deze activiteiten slaan.

§ 2. De geïntegreerde proef wordt voor de examencommissie voor de geïntegreerde proef afgelegd, zoals bepaald bij artikel 5*bis*, 8°, van het decreet.

Art. 18. De examencommissie voor de geïntegreerde proef bepaalt de nadere regels voor het afnemen en afleggen van de proef. Deze proef kan in één of meer fasen afgenomen worden.

De examencommissie voor de geïntegreerde proef baseert haar beoordeling op de leerresultaten bepaald in het pedagogisch dossier van de betrokken onderwijseenheid. De Studieraad bepaalt de leerresultaten door middel van bijzondere criteria. Deze worden aan de leerlingen meegedeeld ten laatste bij het eerste tiende van de onderwijseenheid "geïntegreerde proef" en aan de leden van de examencommissie voor de geïntegreerde proef.

De slaagcriteria voor de leerresultaten van de onderwijseenheid « geïntegreerde proef » staan in rechtstreeks verband met de leerresultaten van de determinerende eenheden van de afdeling en, desgevallend, met referentie naar het beroepsprofiel.

Art. 19. Het slaagattest van de onderwijseenheid « geïntegreerde proef » wordt uitgereikt aan de leerling die bewijst dat hij de leerresultaten van het pedagogisch dossier heeft verworven in coherentie met de integratie van de leerresultaten van de determinerende eenheden van de afdeling.

De Studieraad bepaalt de slaagcriteria in verband met de leerresultaten van deze onderwijseenheid. De beheersing van alle leerresultaten bedoeld in het pedagogisch dossier van deze onderwijseenheid leidt tot het verkrijgen van een percentage gelijk aan 50.

De graad van beheersing van de leerresultaten bepaalt het percentage bevat tussen 50 en 100.

In dat geval wordt geen rekening gehouden met de omkaderingsactiviteiten die de proef voorafgingen.

Art. 20. In geval van omvorming of sluiting van een afdeling, om voor de goede beëindiging van de studies te zorgen, en voor zover de leerling het aanvraagt, is de inrichting betrokken bij de omvorming of de sluiting ertoe gehouden, minimum gedurende drie opeenvolgende maanden na de sluiting van de laatste onderwijseenheid van de betrokken eenheid, de onderwijseenheid « geïntegreerde proef » te organiseren.

In het kader van de omvorming van een afdeling, indien het pedagogisch dossier van de onderwijseenheid « geïntegreerde proef » of van de betrokken afdeling een maximumtermijn vermeldt tussen de datum opgenomen op het laatste attest van een determinerende onderwijseenheid en de inachtneming ervan voor de inschrijving van de leerling voor de geïntegreerde proef hoger dan drie jaar, wordt de inrichting ertoe gehouden de betrokken leerlingen schriftelijk in te lichten over de vermindering van de maximumtermijn voor het afleggen van de geïntegreerde proef.

HOOFDSTUK IX. — BEKRACHTIGING VAN EEN AFDELING

Art. 21. Overeenkomstig artikel 38 van het decreet, slaagt voor zijn studies de leerling die over de slaagattesten van alle samenstellende onderwijseenheden van de afdeling beschikt.

De leerling moet tevens minstens 50% behalen als eindpercentage bedoeld bij artikel 22, tweede lid.

Art. 22. De bekwaamheidsbewijzen uitgereikt na afloop van de afdeling dragen één van de volgende vermeldingen: met goed gevolg, voldoening, onderscheiding, grote onderscheiding, de grootste onderscheiding, naargelang het eindpercentage ten minste respectief 50, 60, 70, 80 of 90% bedraagt.

In de percentages bedoeld bij het eerste lid, komt de geïntegreerde proef voor één derde in aanmerking en de determinerende onderwijseenheden voor twee derde.

Voor deze berekening, komt elke determinerende onderwijseenheid proportioneel in aanmerking met het aantal lestijden dat ze in het minimumrooster in beslag neemt.

In afwijking van het vorige lid, kan het huishoudelijk reglement bedoeld bij de paragrafen 1 tot 3, van artikel 27, een afweging vaststellen die niet rechtstreeks proportioneel is met het aantal lestijden vermeld in het minimumrooster, voor de onderwijseenheden waarvan het minimumrooster samengesteld wordt uit stagelestijden of leerberoepsactiviteiten.

HOOFDSTUK X. — STUDIERAAD EN EXAMENCOMMISSIE VOOR DE GEÏNTEGREERDE PROEF

Art. 23. Onverminderd artikel 32, tweede lid, van het decreet, voor elke andere onderwijseenheid dan de "geïntegreerde proef", bevat de Studieraad, overeenkomstig artikel 32, eerste lid, van het decreet, een lid van het bestuurspersoneel van de inrichting of zijn afgevaardigde en het (de) personeelslid (-eden) belast met lessen ter bestemming van de betrokken groep leerlingen.

Art. 24. Voor de bekrachtiging van de onderwijseenheid "geïntegreerde proef" en de bekrachtiging van een afdeling, bevat de examencommissie voor de geïntegreerde proef:

1° één lid van het bestuurspersoneel of zijn afgevaardigde, waarbij deze laatste niet deel uitmaakt van de Studieraad van de betrokken onderwijseenheid of afdeling, hij zorgt voor het voorzitterschap ervan;

2° minstens één lid belast met lessen binnen de onderwijseenheid genoemd "geïntegreerde proef";

3° minstens drie leden belast met lessen binnen de afdeling waaronder minstens één lid belast met lessen binnen een determinerende onderwijseenheid van de afdeling. Indien de afdeling minder dan drie leden belast met lessen bevat, zijn al deze leden lid van de examencommissie voor de geïntegreerde proef;

4° van één tot drie personen die niet tot de inrichting behoren. Deze laatste leden worden gekozen door de inrichtende macht of haar afgevaardigde, wegens hun bevoegdheid in verband met de doelstelling van de afdeling. Het aantal personen buiten de inrichting mag niet hoger liggen dan het aantal leden die met lessen belast worden binnen de betrokken afdeling.

Al die leden zijn stemgerechtigd.

De Minister kan een afgevaardigde machtigen om de evaluatie bij te wonen. Die afgevaardigde ziet toe op het regelmatig verloop van de verrichtingen en heeft raadgevende stem.

Art. 25. Voor de bekrachtiging van de onderwijseenheid “geïntegreerde proef” en de bekrachtiging van een afdeling die het voorwerp is van een overeenkomst tussen meerdere onderwijsinrichtingen, bevat de examencommissie voor de geïntegreerde proef:

1° één lid van het bestuurspersoneel dat de proef organiseert of zijn afgevaardigde, waarbij deze laatste niet deel uitmaakt van de Studieraad van de betrokken onderwijseenheid of afdeling, hij zorgt voor het voorzitterschap ervan;

2° minstens één lid belast met lessen binnen de onderwijseenheid genoemd “geïntegreerde proef”;

3° minstens drie leden belast met lessen binnen de afdeling waaronder minstens één lid belast met lessen binnen een determinerende onderwijseenheid van de afdeling. Indien de afdeling minder dan drie leden belast met lessen bevat, zijn al deze leden belast met lessen, lid van de examencommissie voor de geïntegreerde proef. Elke partner die een determinerende eenheid organiseert wordt vertegenwoordigd;

4° van één tot drie personen die niet tot de inrichting behoren. Deze laatste leden worden gekozen door de inrichtende macht(en) van de betrokken inrichtingen of hun afgevaardigde, wegens hun bevoegdheid in verband met de doelstelling van de afdeling. Het aantal personen buiten de inrichting mag niet hoger liggen dan het aantal personeelsleden belast met lessen uit de betrokken afdeling.

Al die leden zijn stemgerechtigd.

De Minister kan een afgevaardigde machtigen om de evaluatieverrichtingen bij te wonen. Die afgevaardigde ziet toe op het regelmatig verloop van de verrichtingen en heeft raadgevende stem.

Art. 26. De lijst met naam en hoedanigheid van de leden van de Studieraad of de examencommissie voor de geïntegreerde proef wordt gevoegd bij het proces-verbaal van de beraadslaging.

HOOFDSTUK XI. — DE BERAADSLAGING

Art. 27. § 1. De inrichtende macht of het inrichtingshoofd in het geval van het door de Franse Gemeenschap ingericht onderwijs, stelt, binnen de perken bepaald in dit besluit, het huishoudelijk reglement van de inrichting vast.

§ 2. Dit reglement bepaalt, o.m. :

1° de regeling van de beraadslaging;

2° indien nodig, met toepassing van artikel 22, vierde lid, een afweging die niet noodzakelijk in verhouding staat tot het aantal lestijden vermeld in het minimumrooster, voor de onderwijseenheden waarvan het minimumrooster samengesteld wordt uit stagelestijden of leerberoepsactiviteiten;

3° de regels voor de inzage door de leerling van de schriftelijke proeven of toetsen die hij afgelegd heeft met inachtneming van de regels die op de inrichting van toepassing zijn;

4° de procedure voor het afleggen van mondelinge proeven;

5° de persoon of instelling die gevallen van overmacht of wettige redenen om afwezig te zijn bij de geïntegreerde proef moet beoordelen;

6° de procedure voor het instellen van een beroep zoals bedoeld bij artikel 123^{ter}, van het decreet.

§ 3. Dit reglement wordt ter kennis gebracht van de leerlingen door aanplakking of door mededeling van de tekst aan de leerling die erom verzoekt.

Bovendien kan het huishoudelijk reglement ook aan de leerlingen medegedeeld worden bij de inschrijving door de bekendmaking van genoemd reglement op de website van de inrichting.

De inrichtingen nemen de maatregelen aan die ze nodig achten om te bewijzen dat de leerlingen op de hoogte zijn of op de hoogte kunnen zijn van genoemd huishoudelijk reglement.

§ 4. Om geldig te beraadslagen, moet ten minste twee derde van de leden van de Studieraad of de examencommissie voor de geïntegreerde proef bedoeld bij de artikelen 23, 24 en 25 aanwezig zijn.

De Studieraad beraadslaagt collegiaal over de toelating of over de bekrachtiging van de afdeling.

De examencommissie voor de geïntegreerde proef beraadslaagt collegiaal over de bekrachtiging van de onderwijseenheid “geïntegreerde proef” of over de bekrachtiging van de afdeling.

Wanneer een beslissing collegiaal genomen wordt, wordt deze geacht per consensus aangenomen te zijn onder de leden van de Studieraad of de examencommissie voor de geïntegreerde proef.

Bij gebrek aan consensus, worden de beslissingen bij de volstreekte meerderheid der aanwezige stemgerechtigde leden genomen. Bij staking van stemmen is die van de voorzitter doorslaggevend.

Wanneer de Studieraad of de examencommissie voor de geïntegreerde proef een fraudegeval, een plagiaat of het niet-vermelden van bronnen in de eerste zitting vaststelt, verdaagt hij (ze) de leerling voor de leerresultaten van de onderwijseenheid betrokken bij de proef waarbij het fraudegeval werd vastgesteld.

Wanneer de Studieraad of de examencommissie voor de geïntegreerde proef een fraudegeval, een plagiaat of het niet-vermelden van bronnen in de tweede zitting vaststelt, wordt de leerling afgewezen.

In geval van herhaling kan de Studieraad of de examencommissie voor de geïntegreerde proef de leerling in de eerste zitting afwijzen.

Art. 28. De voorzitter van de Studieraad of van de examencommissie voor de geïntegreerde proef sluit de beraadslaging wanneer voor alle leerlingen van de in acht genomen onderwijseenheid een beslissing genomen is. Zolang de beraadslaging niet afgesloten wordt, kunnen de beslissingen gewijzigd worden.

Art. 29. De beraadslaging van de Studieraad of van de examencommissie voor de geïntegreerde proef gebeurt achter gesloten deuren en wordt in een proces-verbaal opgetekend waarin de datum van de aanplakking en de wijze waarop de uitslagen meegedeeld worden, vermeld worden.

De uitslagen van de beraadslaging worden binnen de twee werkdagen bekendgemaakt op het aanplakbord van de inrichting of via elk ander mededelingsmiddel bepaald in het huishoudelijk reglement van de inrichting.

Worden geacht als zijnde werkdagen, de wekdagen, met uitzondering van de zondag en de wettelijke feestdagen.

HOOFDSTUK XII. — DE EXAMENZITTIDEN

Art. 30. § 1. Elke inrichting organiseert twee zittijden voor iedere andere onderwijsseenheid dan de geïntegreerde proef.

In afwijking van het vorige lid, kan het huishoudelijk reglement van de inrichting in de organisatie voorzien van één enkele zittijd voor de onderwijsseenheden “Stage”, “Leerberoepsactiviteiten” of die onderwijsactiviteiten bevatten die o.m. onder de cursus bijzondere methodologie, de cursus beroepspraktijk of laboratoriumwerk ressorteren.

De tweede zittijd vindt plaats na de sluiting van de eerste zittijd:

voor de onderwijsseenheden die voorafgaan aan de inschrijving voor andere eenheden, voor het eerste tiende van de onderwijsseenheid waarvan de openingsdatum chronologisch het dichtstbijzijnd is;

voor deze die niet voorafgaan aan de inschrijving voor andere eenheden, binnen een termijn vervat tussen één week en vier maanden.

De leerling die niet slaagt tijdens de tweede zittijd, wordt afgewezen.

§ 2. Elke inrichting organiseert twee zittijden voor iedere onderwijsseenheid “geïntegreerde proef”.

De tweede zittijd vindt plaats na de sluiting van de eerste zittijd binnen een termijn vervat tussen één week en vier maanden.

De leerlingen die geldig voor de geïntegreerde proef waren ingeschreven en die niet aan de eerste zittijd konden deelnemen om redenen die door de in artikel 27, § 2, 5° bedoelde persoon of instelling wettig werden bevonden, mogen zich voor de tweede zittijd aanmelden zonder verlies van zittijd. Het huishoudelijk reglement van de inrichting bepaalt de nadere regels voor de inschrijving voor deze tweede zittijd.

Als dezelfde geïntegreerde proef georganiseerd wordt voor een andere groep leerlingen binnen de bedoelde termijn, wordt de inrichting niet ertoe gehouden een aparte proef voor de verdaagde leerlingen te organiseren. Deze en zij die in het vorige lid bedoeld worden en aan deze proef wensen deel te nemen, schrijven zich voor die zittijd in, één maand voor de aanvang ervan.

§ 3. De leerlingen die aan de tweede zittijd deelnemen, brengen voor de Schatkist geen lasten tewee.

Art. 31. Niemand kan dezelfde geïntegreerde proef meer dan viermaal afleggen behoudens als hij(zij) bewijst dat hij (zij) zich opnieuw inschreef, een of meer determinerende onderwijsseenheden gevolgd heeft van de betrokken afdeling bepaald door de Studieraad en ervoor geslaagd is.

De inrichtingen gaan bij de inrichting(en) die de slaagattesten aan bedoelde leerling heeft (hebben) uitgereikt na of hij (zij) niet al viermaal dezelfde geïntegreerde proef heeft afgelegd.

Art. 32. De betrokken leerlingen worden op de hoogte gebracht van de datums en de nadere regels voor de inschrijving voor de geïntegreerde proef. Voor de eerste of de tweede zittijd van een geïntegreerde proef kan het inrichtingshoofd de inschrijving weigeren van een leerling die zich niet ten minsten één maand voor de aanvang van deze proef heeft ingeschreven.

Art. 33. Bij de bekrachtiging van een andere eenheid dan de geïntegreerde proef kan het inrichtingshoofd een verdaagde leerling toestaan, zich voor een tweede zittijd aan te melden bij de eerste zittijd van dezelfde eenheid, georganiseerd voor een andere leerlingengroep.

Art. 34. Indien de Beroepscommissie bedoeld bij artikel 123^{quater}, § 1, van het decreet een inrichting oplegt tot een nieuwe evaluatie over te gaan van een leerling, brengt deze geen lasten tewee voor de Schatkist.

HOOFDSTUK XIII. — DE GETUIGSCHRIFTEN

Art. 35. Het bekwaamheidsbewijs bedoeld bij het pedagogisch dossier van de afdeling wordt aan de leerling uitgereikt die zijn studies met goed gevolg beëindigt.

Het wordt ondertekend door de Voorzitter en minstens drie andere aanwezige leden van de examencommissie voor de geïntegreerde proef.

Als de Studieraad of de examencommissie voor de geïntegreerde proef minder dan vier leden telt, de Voorzitter inbegrepen, wordt het getuigschrift door elk van de leden ondertekend. Het wordt aan de titularis overhandigd nadat het voorzien is van de stempel van het Ministerie, de handtekening van de Minister of diens afgevaardigde en de handtekening van de titularis.

Een voorlopig slaagattest wordt aan de leerling uitgereikt die erom verzoekt.

Art. 36. Voor de in artikel 25 bedoelde afdelingen, vermeldt het getuigschrift ook de inrichtingen die de overeenkomst onderschreven hebben.

Art. 37. De Minister bepaalt de modellen voor de getuigschriften, de proces-verbalen van beraadslaging en de wijze waarop ze moeten worden ingevuld.

HOOFDSTUK XIV. — SLOTBEPALINGEN

Art. 38. De bepalingen van dit besluit doen geen afbreuk aan de wetgevings- en reglementaire bepalingen betreffende de uitreiking van bekwaamheidsbewijzen in verband met beroepen die het voorwerp zijn van een bijzondere regeling.

Art. 39. § 1. Elke inrichting houdt vier jaar lang ter beschikking van de inspectie van het onderwijs voor sociale promotie:

de kopijen van de schriftelijke proeven die als grondslag dienden voor de toelating en de bekrachtiging van een onderwijsseenheid met uitsluiting van de elementen voor de opleidingsevaluatie;

het proces-verbaal van de mondelinge vragen en de voornaamste antwoordelementen die als basis dienden voor de toelating en de bekrachtiging van een onderwijsseenheid;

het proces-verbaal met de beschrijving en de voorwaarden voor de uitvoering van een werk dat als grondslag diende voor de toelating en de bekrachtiging van een onderwijsseenheid.

Alle documenten bedoeld bij *a)*, *b)* en *c)* vermelden het toegekende waardecijfer.

Alle documenten bedoeld bij *b)* en *c)* bevatten bovendien de handtekening van minstens één van de leden van de Studieraad, in naam van die raad.

§ 2. De proces-verbalen van beraadslaging worden dertig jaar bewaard.

Art. 40. Krachtens de artikelen 3 en 4 van het decreet van 22 december 1994 betreffende de openbaarheid van het bestuur, kunnen de verdaagde of afgewezen studenten die het wensen inzage in hun examens hebben en er afschrift van krijgen. In het huishoudelijk reglement van de inrichtingen worden de nadere praktische regels bepaald voor het raadplegen van de afschriften van de examens.

Art. 41. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 juli 1993 houdende algemene studieregeling van het secundair onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1, wordt opgeheven.

In afwijking van het vorige lid, blijft het voornoemde besluit van 20 juli 1993 van toepassing voor elke zitting verbonden aan een onderwijsseenheid waarvan de organisatie vóór 1 september 2015 een einde neemt.

Art. 42. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 2015.

Art. 43. De Minister bevoegd voor het onderwijs voor sociale promotie is belast met de uitvoering van dit besluit. Brussel, 2 september 2015.

De Minister-President,
Rudy DEMOTTE

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,
Isabelle SIMONIS

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2015/29434]

2 SEPTEMBRE 2015. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant règlement général des études de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court et de type long

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, notamment les articles 8, 60, 70 et 120;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 juillet 1993 portant règlement général des études de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court et de régime 1;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juin 1999 portant règlement général des études de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type long et de régime 1;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 mai 2009 déterminant les modèles des diplômes des brevets et de leur supplément délivrés par les établissements d'enseignement de promotion sociale supérieur organisés ou subventionnés par la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mai 2014 relatif aux dossiers pédagogiques des sections et unités d'enseignement de l'enseignement de promotion sociale;

Vu l'avis de l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur, donné le 27 mars 2015;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 30 mars 2015;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 avril 2015;

Vu le protocole du 18 mai 2015 du Comité de secteur IX et du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, siégeant conjointement;

Vu l'avis 57.825/2/V du Conseil d'État, donné le 10 août 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'importance de centrer l'évaluation sur les acquis d'apprentissage;

Considérant la nécessité, selon les normes stipulées dans le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, d'harmoniser les seuils de réussite au sein de l'enseignement supérieur de promotion sociale;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement de promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des femmes et de l'Égalité des chances;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — CHAMP D'APPLICATION

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique à l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court et de type long.

CHAPITRE II. — DÉFINITIONS

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o décret : le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale;

2^o section : une section telle que définie aux articles 11 et 12 du décret;

3^o crédit : unité correspondant au temps consacré, par l'étudiant, à une activité d'apprentissage dans une discipline déterminée, telle que définie à l'article 41, alinéas 1^{er} et 2, du décret.

Un crédit correspond forfaitairement à 30 heures d'activités d'apprentissage. Cette charge horaire n'est que partiellement consacrée à des enseignements organisés directement par l'établissement. Elle comprend également d'autres activités associées, telles les travaux, exercices personnels, préparations, études, projets, recherches documentaires, épreuves.

Les activités de mise à niveau, de remédiation, d'autoformation et d'enrichissement personnel ne font pas l'objet d'une estimation en crédits dans un programme d'études;

4^o session : période de l'année au cours de laquelle se déroulent l'évaluation finale d'une unité d'enseignement ou d'une section, la délibération et la communication des résultats aux étudiants;